



Département de la
Seine-Maritime

Arrondissement du
HAVRE

D.2018.12/224

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 10 décembre 2018

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	25
Nombre de Pouvoirs	07
Nombre de Votants	32

Extrait de la délibération affiché le **18 décembre 2018**.

L'an deux mille dix-huit, **le 10 décembre à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 30 novembre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Patricia **DUVAL**, Alexandre **MORA** (pouvoir à Gilbert FOURNIER jusqu'à 18h28), Pascal **LEFEBVRE**, Jean-Pierre **QUEMION**, Liliane **HIPPERT**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (pouvoir à Daniel FIDELIN jusqu'à 18h17), Gérard **DELAHAYS**, Karine **LOUISET**, Juliette **LOZACH**, Franck **DORAY**, Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nada **AFIOUNI**, Damien **GUILLARD**, Gilles **BELLIERE**, Aurélien **LECACHEUR**.

Excusés ayant donné pouvoir

Emmanuel **DELINEAU** donne pouvoir à Virginie LAMBERT
Marie-Paule **DESHAYES** donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Sophie **CAPELLE** donne pouvoir à Gérard DELAHAYS
Stéphanie **ONFROY** donne pouvoir à Juliette LOZACH
Frédéric **LE CAM** donne pouvoir à Laurent GILLE
Hélène **SAMPIC** donne pouvoir à Dominique THINNES
Martine **LESAUVAGE** donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN

Excusé

Gilles **LEBRETON**

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 10 décembre 2018

2018.12/224

URBANISME – SOCIETE IDEAME – CHEMIN DE LA MONTADE – OBJECTIFS ET MODALITES DE LA CONCERTATION PREALABLE

M. Dominique THINNES, Adjoint au Maire - Le Conseil Municipal a délibéré le 23 juin 2014 afin que les projets concourant à créer 10 logements et plus ou à créer plus de 200m² de locaux d'activités en dehors des zones d'activités soient soumis à concertation préalable, conformément à l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme. Cet article introduit la possibilité de mise en place d'une concertation préalable avant le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme aux projets publics ou privés soumis à permis de construire ou à permis d'aménager.

Le but recherché est de développer la concertation et la participation du public dans les décisions relatives à l'urbanisme et de diminuer le risque de contentieux. Ainsi, le maître d'ouvrage pourrait adapter son projet en fonction des observations et propositions formulées par le public avant le dépôt du permis. Permettre au public de formuler ses observations ou propositions avant le dépôt d'un permis de construire ou d'aménager contribue à améliorer la qualité du projet et donc à renforcer son acceptabilité.

Le 13 novembre 2018, les services municipaux ont été informés par la société IDEAME représentée par M. Cédric QUERTIER d'un projet de permis d'aménager de 10 lots à bâtir, constituant une opération concourant à créer, à terme, 10 logements sur un terrain sis Chemin de la Montade. La société IDEAME représentée par M. Cédric QUERTIER nous demande donc d'organiser la concertation préalable.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

Le Conseil Municipal,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L. 300-2, R. 300-1 et R. 431-16 ;

VU le Décret n° 2015-1782 du 28 décembre 2015 pris pour l'application de l'article 133 de la loi ALUR du 24 mars 2014, précisant les modalités de la concertation préalable prévue par l'article L. 300-2 du Code de l'urbanisme ;

VU la délibération du Conseil Municipal de Montivilliers du 23 juin 2014 définissant les projets soumis à concertation préalable ;

VU la demande de la société IDEAME représentée par M. Cédric QUERTIER reçue en mairie le 13 novembre 2018 ;

Sa commission municipale n°3, Urbanisme, Habitat, Développement Economique réunie le 28 novembre 2018 consultée ;

VU le rapport de M. le Maire ;

Après en avoir délibéré,

- **Décide d'organiser une concertation relative au projet préalablement au dépôt de la demande de permis d'aménager conformément à l'article L. 300-2 du Code de l'Urbanisme ;**
- **Approuve les objectifs poursuivis par la concertation dans le cadre du projet immobilier de la société IDEAME sur le terrain sis Chemin de la Montade, à savoir :**
 - > De communiquer et d'informer les riverains sur ce projet avant le dépôt du permis d'aménager ;
 - > D'inciter un échange entre le maître d'ouvrage et les riverains du projet sur la meilleure façon de limiter les nuisances du projet susceptibles d'être occasionnées au voisinage avant le dépôt du permis.
- **Approuve les modalités de cette concertation :**
 - > Le dossier de présentation du projet conforme à l'article L. 300-2 du Code de l'urbanisme transmis par le maître d'ouvrage sera mis à disposition du public pour consultation aux horaires d'ouverture du service urbanisme de Montivilliers en Mairie, Place François Mitterrand du 04 janvier 2019 au 18 janvier 2019 inclus ;
 - > Un avis sera publié sur le site internet de la ville de Montivilliers, sur le panneau d'affichage à l'entrée de la Mairie et sur les lieux du projet (à réaliser par le maître d'ouvrage).
- Dit que les observations du public pourront être consignées :
 - > Dans un registre destiné aux observations ou propositions de toute personne intéressée qui sera mis à la disposition du public pendant toute la concertation soit jusqu'au 18 janvier 2019 inclus, en mairie aux heures et jours habituels d'ouverture du service Urbanisme de Montivilliers ;
 - > Par courrier durant la période de mise à disposition, à l'adresse suivante : Hôtel de Ville – Service Urbanisme – Place François Mitterrand – B.P. 48 - 76290 MONTIVILLIERS.
- Dit que le bilan de la concertation sera établi par le maire et transmis à la société IDEAME dans un délai maximum de vingt et un jours à compter de la date de clôture de la concertation ;
- Dit qu'en application de l'article R. 300-1 du Code de l'urbanisme, le maître d'ouvrage devra expliquer comment il a pris en compte les observations et propositions ressortant du bilan ;
- Dit que conformément à l'article R. 431-16, m) du code de l'urbanisme, le maître d'ouvrage devra joindre au permis d'aménager, le bilan de la concertation et le document établi par le maître d'ouvrage pour expliquer les conséquences qu'il a tirées de ce bilan ;
- Dit que le projet pourra être modifié pour tenir compte des observations ou propositions du public mais devra rester sans discordance manifeste avec le projet initial soumis à concertation.

ADOPTÉE A L'UNANIMITE par le Conseil Municipal.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.